

« POPULISME » ET PSYCHANALYSE

Colloque « Les interdits de pensée », discutant de Daniel Cohen

Votre propos m'invite à deux questionnements, qui paraîtront assez critiques - mais une pensée qui ne serait en rien critique serait-elle encore une pensée qui pense, ne relèverait-elle pas d'un « interdit de penser » ?

1-D'abord une question qui s'adresse au conférencier mais aussi aux organisateurs de ce colloque, et à nous tous, y compris moi : quel rapport y-t-il a entre la psychanalyse dont la pratique et les théorisations qu'on tente d'en faire nous rassemblent ici, et le discours, quelle qu'en soit la valeur intrinsèque, qui relève de ce qu'on appelle « politologie », discipline régionale de la sociologie (avec sa méthodologie objectivante d'enquêtes, sondages, pourcentages et petits graphiques), quoique s'exposant dans le champ politique, qui n'est justement pas réductible à un état des lieux tel qu'on peut en faire un tableau instantané, mais est un ensemble de pratiques en mouvement engageant le devenir du collectif - ce qui à ce titre fait qu'alors votre discours a la portée d'une intervention dans ce devenir, pas donc sans portée politico-idéologique sinon partisane.

La pratique analytique n'est certes pas extraterritoriale, et par conséquent cette pratique s'inscrit qu'elle le veuille ou non dans la société à laquelle elle ne peut pas donc être indifférente, sous peine de déni des déterminations sociales et spécialement des effets de pouvoir qui la contraignent depuis le « dehors » du lieu-dit singulier où elle s'exerce, à commencer par ce qui détermine les *conditions de son exercice*, forcément « laïque » depuis Freud ; et on ne sait que trop bien combien son exercice *licite* en France dans les années 60-70 est remis en cause de plus en plus féroce depuis vingt ans par une logique politique qui peut être mise en rapport avec le man(a)gement néo-libéral.

Il ne s'agit pas bien sûr de refuser par principe la rencontre avec toutes sortes d'autres discours, mais de le faire, à mon sens, à trois conditions : 1. De ne pas oublier que la psychanalyse n'est *comme telle* ni une anthropologie ni une philosophie mais que ses théorisations comme le répète Lacan après Freud ne sont jamais que théorisations de sa praxis, et que donc les emprunts aux autres disciplines ne valent que « détournées » vers cette visée et non pour rivaliser avec elles pour imposer une conception du monde, de l'homme ou de la société. 2. De ne retenir par conséquent des autres discours que ce qui peut être pertinent pour éclairer sa pratique, éventuellement la renouveler, ce qui veut dire que tout discours n'est pas également intéressant pour ce faire. 3. De ne pas croire naïvement que la psychanalyse pourrait fonder une politique, une pratique politique ou méta-politique, le champ du devenir collectif lui échappant comme tel. Ce qui ne veut pas dire que les psychanalystes n'aient pas dans certaines circonstances à faire valoir sur la scène publique certains enjeux disons « civilisationnels », dont sa pratique justement donne spécifiquement lieu de les soutenir. Quels sont ces enjeux aujourd'hui qui justifieraient des cris d'alarme *spécifiques* des psychanalystes, au-delà de leurs engagements éventuels dans la pratique politique en *tant que citoyens* ? Est-ce que la question dite du « populisme » est vraiment ce sur quoi les psychanalystes, en tant que tels, auraient à se prononcer ? Ce qui nous amène à la deuxième question.

2-... qui est une « question de fond » concernant la teneur de votre propos, à savoir une étude de ce qui se rassemble sous le terme de « populisme » qui circule beaucoup aujourd'hui et dont il s'agit pour vous d'en repérer les occurrences, d'en mesurer l'importance, d'en élucider les caractéristiques et les composantes, principalement à travers ses expressions électorales récentes, semblant acquis qu'il soit un concept pertinent.

Dans votre conférence, vous *décrivez* très finement en économiste-sociologue averti les profondes mutations du capitalisme depuis 50 ans que je ne reprendrai évidemment pas ici dans le

détail. Je n'en retiendrai que ce qui me semble le fil directeur de votre analyse telle qu'elle vous intéresse pour introduire votre étude spécifique de politologie : la distinction entre le point de vue « objectif » de l'économiste, en l'occurrence la « destruction créatrice » du capitalisme « fordiste » et sa restructuration actuelle en « société de services » (dans les pays riches du moins !), et la prise en compte par le sociologue du point de vue « subjectif » de l'individuation des consciences qui lui est liée mais qui en modifie profondément le vécu, transformant la société de classes en « société de masse ». Deux remarques d'abord. Sur le premier point, vous objectez à juste raison au « paradoxe d'Inglehart » que son présupposé de la « sécurité économique » est démenti par la « crise économique ». Mais d'où vient cette dite « crise », un « accident » sans cause comme le simple mot semble le dire ou une stratégie dite néo-libérale élaborée de longue date (cf Grégoire Chamayou et Barbara Stiegler) ? Et pour qui ? Sur le deuxième point, vous faites partir l'individualisation de cette dernière phase du capitalisme : elle s'est certes radicalisée, en particulier grâce aux technologies numériques et l'économie des plates-formes, mais n'est-elle pas au principe même du capitalisme depuis le début dans la production et depuis l'invention de la pub et du marketing par le neveu de Freud E. Bernays pour la consommation, ce qui fait que le différend classes/masses est une affaire de stricte lutte politique en cours et non un état de fait ?

Quoi qu'il en soit, votre analyse politologique du dit populisme repose sur l'*amalgame* de ces deux points de vue qui vous permet de ranger sous ce même pseudo-concept une critique « de gauche » dite « radicale » et une réaction d'extrême-droite fascisante confondues dans le même signifiant « anti-système », quitte à les distinguer secondairement non pas politiquement mais *psychologiquement* par la « confiance (ou non) en autrui ». Ce qui fait du signifiant « populisme » une notion confusionniste, qui certes circule médiatiquement et à ce titre fait trace de la confusion idéologique contemporaine, mais ne permet justement pas d'en rendre compte, ne faisant que la refléter, et pire, l'entretenir et en rajouter en la fixant comme telle, bref en être un *symptôme* plus qu'un concept, et qui vaut comme *interdit* ou plutôt *empêchement de penser* la situation ; et par ailleurs de ne laisser la place « raisonnable » qu'à une politique socio-démocrate-libérale puisqu'il s'agit de n'être pas « radical » ni « anti-système » sous peine d'infâmie (ce qui est certes une position politique recevable mais ne peut prétendre à une « vérité scientifique »). Cet abord de la question a surtout le défaut de prendre le problème à sa surface, de n'en retenir que l'écume électoraliste, qui fait l'objet précis de l'étude politologue, approche purement formelle qui réduit la vie politique à sa « spectacularisation » et qui occulte ce faisant le réel social en jeu, ainsi rendu d'autant plus opaque.

Pour en revenir enfin à la pertinence par rapport à la psychanalyse, la question est de savoir si c'est spécifiquement la bonne porte d'entrée, le bon angle, pour justifier que les psychanalystes lancent une alerte en leur nom de praticiens. Quel serait alors le grand danger actuel pour la « civilisation » dont les psychanalystes, en tant que « intellectuels spécifiques » (Michel Foucault), pourraient *de par leur pratique* avertir de la menace ? Pas le « populisme » comme tel, qui non seulement est peu consistant pour la pensée politique mais dont on ne voit pas en quoi la psychanalyse comme telle pourrait en dire quelque chose. Alors quoi ? Ce serait tout un débat à ouvrir en urgence. En quelques mots, je dirai que notre société, qui désormais revêt de plus en plus une extension mondiale, est sous une triple menace, qui pourrait conduire à des catastrophes. La première n'est pas nouvelle mais prend une tournure gravissime, c'est l'accentuation exponentielle de ce qu'on appelle les « inégalités sociales ». La deuxième, manifeste plus récemment, est la menace climatique et écologique qui pèse sur la survie de l'espèce humaine elle-même et de son biotope, on en parle assez en ce moment. Ces deux périls nous concernent en tant que citoyens et humains, et sont du ressort de la pratique politique (au sens large de pensées et actions qui puissent

prendre effet dans le devenir collectif), pas de la psychanalyse qui opère sur la scène du deux. En revanche, la troisième « menace », certes concerne tout le monde aussi et ne peut se traiter réellement qu'au niveau du collectif, c'ad politiquement, mais elle se manifeste effectivement *par excellence* sur la scène analytique, et par conséquent confère à l'analyste une position privilégiée de lanceur d'alerte. Il s'agit de la « machinisation » de l'humain, accélérée jusqu'à être rendue « folle » par ce que permettent depuis trente ans les technologies toujours plus sophistiquées inventées par les techno-sciences, et qui nous emmènent vers ce que B.Steigler appelle une « gouvernance algorithmique » dont le délire « transhumaniste » est la pointe « barbare » avancée *dans* la civilisation et dont nous ressentons dans notre pratique des effets manifestes. Pour autant que la psychanalyse en dernier ressort est le lieu tenant du *sujet*, ce qui en passe par l'effet de parole, le dire non réductible au dit et le penser non réductible au calcul, elle est aux avant-postes de ce qui peut résister à la machinisation et à la machination intégrales qu'on nous promet pour le meilleur des mondes sans sujet. C'est me semble-t-il plus par cette « fenêtre » ouvrant sur l'opération nihiliste de la machinisation du sujet à l'œuvre aujourd'hui que par la fausse-fenêtre du populisme qui n'en présente que la buée, que le social concerne la psychanalyse, que le social la regarde et qu'elle peut avoir droit de regard sur lui.

Pierre Boismenu